



**Conseil d'administration  
du Programme des Nations Unies  
pour le développement  
et du Fonds des Nations Unies  
pour la population**

Distr. générale  
22 juillet 2009  
Français  
Original : anglais

**Deuxième session ordinaire de 2008**

8-11 septembre 2009, New York

Point 2 de l'ordre du jour provisoire

**Questions financières, budgétaires et administratives**

**Examen annuel de la situation financière pour 2008\***

**Rapport de l'Administrateur**

*Résumé*

En 2008, le niveau des ressources du PNUD a encore augmenté dans l'ensemble, atteignant les objectifs globaux de financement fixés dans le plan stratégique. Le PNUD espère que cette tendance pourra se maintenir.

Les recettes totales (contributions, intérêts créditeurs et recettes accessoires) se sont élevées en 2008 à 6 milliards 30 millions de dollars. Le montant total des contributions a augmenté de 8 %, passant de 5 milliards 190 millions de dollars en 2007 (4 milliards 860 millions en valeur réelle), à 5 milliards 500 millions de dollars en 2008 (5 milliards 200 millions en valeur réelle), augmentation attribuable à la croissance des autres ressources. Bien que certains donateurs aient réduit leurs contributions versées en monnaie locale aux ressources ordinaires et bien que la volatilité des taux de change aient également réduit la valeur, en dollars des États-Unis, de certaines contributions, en 2008 le montant total des contributions a atteint les objectifs du plan stratégique. Cependant, le ratio des ressources ordinaires aux autres ressources est resté déséquilibré, les ressources ordinaires s'étant chiffrées à 1 milliard 100 millions de dollars et les autres ressources à 4 milliards 160 millions. Or les ressources ordinaires représentent le point d'ancrage des activités afférentes aux programmes du PNUD, et confèrent à l'institution la souplesse nécessaire pour répondre aux priorités nationales.

Les dépenses globales du PNUD sont passées de 4 milliards 770 millions de dollars en 2007 à 5 milliards 390 millions en 2008, soit une augmentation de 13 %. Les dépenses financées au moyen des ressources ordinaires ont augmenté de 15 %, passant de 965 millions de dollars en 2007 à 1 milliard 100 millions en 2008.

\* Document présenté en retard en raison du travail de collecte de données qu'il a fallu effectuer pour que l'information présentée au Conseil d'administration soit aussi actualisée que possible.



Les répercussions de la récession mondiale pourraient ne pas être pleinement ressenties avant 2009 et 2010, mais les effets sont déjà perceptibles. Selon les prévisions, les contributions totales versées au titre des ressources ordinaires chuteront à 995 millions de dollars en 2009, en raison des réductions des contributions versées en monnaie locale et de la volatilité des taux de change. Ce montant est sensiblement inférieur au niveau de 1 milliard 250 millions de dollars visé dans le plan stratégique.

Le PNUD demeure attaché à ses rôles au sein du système des Nations Unies et à l'optimisation du rôle de coordination qu'il joue au niveau des pays, à l'appui des initiatives de développement national. La valeur des ressources destinées aux fonds d'affectation spéciale multidonateurs, à la programmation commune et à l'appui aux autres organismes des Nations Unies a représenté au total 1 milliard 500 millions de dollars en 2008 et 1 milliard 910 millions de dollars en 2007. Ce montant comprend 957 millions de dollars au titre des fonds d'affectation spéciale multidonateurs complexes et des programmes communs, pour lesquels le PNUD sert d'agent d'administration et 537 millions de dollars pour des services de gestion et des services opérationnels fournis par le PNUD. Par ailleurs, le PNUD a accordé 41 millions de dollars en appui au réseau des coordonnateurs résidents.

#### *Éléments d'une décision*

Le Conseil d'administration voudra peut-être : a) prendre acte des documents DP/2009/28 et DP/2008/28/Add.1; b) inviter l'ensemble des États Membres à aider le PNUD à réaliser les objectifs concernant les ressources fixés dans le Plan et à s'engager dans les meilleurs délais à verser leurs contributions au titre des ressources ordinaires pour 2008 et au-delà, si possible dans le cadre d'annonces de contributions pluriannuelles – comme indiqué dans le Plan stratégique pour 2008-2011 qu'il a approuvé par sa décision 2007/32; et c) prendre acte de l'importance que revêt la prévisibilité des ressources, puisqu'il est essentiel que les contributions soient versées en temps opportun pour éviter les problèmes de liquidités.

## Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	4
II. Aperçu général . . . . .	4
III. Ressources ordinaires . . . . .	6
A. Recettes . . . . .	9
B. Dépenses . . . . .	9
C. Solde des ressources inutilisées . . . . .	11
IV. Autres ressources . . . . .	11
A. Recettes . . . . .	11
B. Dépenses . . . . .	15
C. Solde des ressources inutilisées . . . . .	16
D. Autres ressources . . . . .	16
V. Réforme du système et appui aux autres organismes des Nations Unies . . . . .	17
A. Programmation commune et activités d'agent d'administration . . . . .	18
B. Appui aux organismes des Nations Unies . . . . .	18
C. Programme d'appui au système des coordonnateurs résidents . . . . .	18
VI. Normes comptables internationales pour le secteur public . . . . .	18
VII. Fonds administrés par le PNUD . . . . .	19
A. Fonds d'équipement des Nations Unies . . . . .	19
B. Fonds de développement des Nations Unies pour la femme . . . . .	19
 Annexes	
1. Vue d'ensemble (PNUD) . . . . .	21
A. État des recettes et des dépenses pour l'année terminée le 31 décembre 2008, et chiffres pour 2007 . . . . .	21
B. Actif, passif, réserves et soldes des fonds au 31 décembre 2008, et chiffres pour 2007 . . . . .	22
2. Définitions . . . . .	23

## I. Introduction

1. Le présent rapport contient un aperçu de la situation financière du PNUD au 31 décembre 2008 et une comparaison avec l'année 2007. On y trouvera une analyse globale des activités du PNUD, suivie d'analyses de l'état des ressources ordinaires, des autres ressources (ventilées par source) et des fonds créés par l'Assemblée générale – Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) et Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM). Les principales données globales sont présentées à l'annexe 1, tandis que l'annexe 2 renferme la définition de certains termes utilisés tout au long du document. Pour faciliter la lecture, les chiffres n'ont été convertis en valeur réelle qu'en cas d'incidence sensible de l'inflation.

## II. Aperçu général

2. 2008 marque la première année du plan stratégique et du cadre intégré d'allocation des ressources pour la période 2008-2011. La présente section donne un tableau de la situation financière globale du PNUD en 2008 pour ce qui est des activités opérationnelles. On trouvera par ailleurs dans le tableau 1 de l'additif au présent rapport (DP/2009/28/Add.1) un récapitulatif de toutes les activités menées par le Programme.

3. Les recettes totales comprennent les contributions, les intérêts créditeurs et les recettes accessoires. En 2008, elles se sont chiffrées à 6 milliards 30 millions de dollars, dont 5 milliards 500 millions de dollars de contributions, 180 millions de dollars d'intérêts créditeurs et 360 millions de dollars de recettes accessoires. Le montant de 5 milliards 500 millions de dollars de contributions totales en valeur nominale est supérieur de 6 % au niveau de 2007 (5 milliards 190 millions de dollars), augmentation attribuable à la croissance des contributions versées au titre des autres ressources. En valeur réelle, les contributions globales versées au PNUD se sont chiffrées à 5 milliards 200 millions de dollars en 2008, niveau pratiquement inchangé par rapport au montant nominal de 5 milliards 190 millions de dollars enregistré en 2007. Les contributions versées au titre des ressources ordinaires se sont inscrites à 1 milliard 100 millions de dollars, représentant 20 % des contributions globales. Les contributions au titre des autres ressources ont atteint 4 milliards 160 millions de dollars, soit 75,5 % des contributions globales en 2008. Le FENU avec 44 millions de dollars et UNIFEM avec 204 millions de dollars, soit 248 millions de dollars en valeur nominale pour les deux Fonds, ont représenté 4,5 % des contributions globales au PNUD.

4. Le PNUD demeure particulièrement préoccupé par le déséquilibre persistant entre les contributions aux ressources ordinaires et aux autres ressources. Le Programme, avec l'aide des États membres, ne cesse de s'efforcer de réduire ce déséquilibre au fil du temps, comme il est indiqué dans le plan stratégique.

5. La croissance globale des contributions concorde en valeur absolue avec une croissance des dépenses. En 2008, les dépenses globales ont progressé de 13 %, pour atteindre 5 milliards 390 millions de dollars (4 milliards 770 millions en 2007). Les dépenses globales afférentes aux programmes, qui comprennent les dépenses d'appui aux programmes, l'appui au système des coordonnateurs résidents et le programme des économistes, se sont élevées à 4 milliards 530 millions de dollars,

en augmentation de 13 %, comparé au niveau de 2007 (4 milliards 10 millions de dollars). Les autres dépenses non liées aux programmes se sont inscrites en 2008 à 860 millions de dollars, contre 770 millions en 2007.

6. Les sources ci-après ont financé comme suit les dépenses afférentes aux programmes : ressources ordinaires, 617 millions de dollars (14 %); autres ressources, 3 milliards 780 millions de dollars (83 %); FENU, 31 millions de dollars (1 %); et UNIFEM, 104 millions de dollars (2 %).

7. Le PNUD reste attaché aux initiatives de réforme des Nations Unies et à l'optimisation du rôle de coordination qu'il joue au niveau des pays à l'appui des efforts nationaux de développement. Il encourage les donateurs à l'aider à maintenir cet attachement, qui se traduit par le niveau élevé des ressources qu'il administre pour le compte du système des Nations Unies : le portefeuille des fonds d'affectation spéciale multidonateurs se chiffrait au total à près de 3 milliards 800 milliards de dollars au 31 décembre 2008. Les recettes ont diminué en 2008, à 1 milliard 500 milliard de dollars contre 1 milliard 910 milliard en 2007. Cette évolution tient en grande partie au fait que le Fonds PNUD-Espagne pour la réalisation des OMD a effectué une très importante contribution unique de 695 millions de dollars en 2007. Le montant de 1 milliard 500 millions de dollars comprend 957 millions de dollars pour des fonds d'affectation spéciale multidonateurs complexes et les programmes communs, pour lesquels le PNUD sert d'agent d'administration et 537 millions de dollars pour des services de gestion et des services opérationnels fournis par le PNUD. Par ailleurs, le PNUD a accordé 41 millions de dollars au titre du programme d'appui au système des coordonnateurs résidents.

8. Le solde inutilisé des ressources s'est établi, à la fin de 2008, à 5 milliards 50 millions de dollars (4 milliards 520 millions en 2007). Ce solde était constitué comme suit : 500 millions de dollars de ressources ordinaires, 4 milliards 300 millions de dollars des autres ressources, 59 millions de dollars au titre du FENU et 193 millions de dollars au titre d'UNIFEM. En 2008, un montant total de 1 milliard 950 millions de dollars, soit 35 % des contributions de 2008, a été reçu au dernier trimestre de l'année. (La ventilation du solde inutilisé des autres ressources est présentée au tableau 3 du document DP/2009/28/Add.1.)

9. Conformément au cadre intégré des ressources financières du Plan stratégique, approuvé par le Conseil d'administration dans sa résolution 2007/32, les ressources prévues pour le PNUD, pour la période 2008-2011, s'élèvent à 20 milliards 600 millions de dollars, soit en moyenne 5 milliards 150 millions de dollars par an, allant de 5 milliards en 2008 à 5 milliards 300 millions en 2011. Toutefois, les premières estimations permettent de penser que l'actuelle crise financière mondiale pourrait fausser les prévisions de croissance. Les contributions au PNUD devraient régresser en 2009, plus particulièrement les contributions au titre des ressources ordinaires, qui devraient chuter à 995 millions de dollars, niveau inférieur à celui de 1 milliard 253 millions de dollars requis par le plan stratégique pour la même année.

10. Le portefeuille de placements du PNUD est entièrement constitué de titres à revenu fixe de haute qualité. Grâce à un mouvement actif des placements, le PNUD n'a pas subi de pertes de principal résultant de la crise financière mondiale. Toutefois, ces placements prudents, combinés à un environnement de taux d'intérêt généralement faibles, se traduiront par un impact sensiblement négatif sur les intérêts créditeurs, impact qui persistera au moins jusqu'à la fin de 2009.

11. La baisse prévue des ressources ordinaires en 2009, conjuguée à la tendance à la hausse des dépenses, entraîne une diminution du niveau de liquidités à l'équivalent de deux mois et demi de dépenses, ce qui est inférieur au niveau cible de trois à six mois. L'incidence sur l'organisation sera aggravée par la non-fongibilité des autres ressources, ces recettes et les intérêts créditeurs qui leur sont liés ne pouvant pas être affectés au financement des dépenses couvertes par les ressources ordinaires.

12. Le PNUD prie les donateurs de continuer à améliorer la régularité du versement des contributions au titre des ressources ordinaires pour plusieurs raisons : atténuer l'incidence de la volatilité des taux de change, faciliter l'amélioration des résultats des opérations de couverture du PNUD et gérer le niveau de liquidités.

### **III. Ressources ordinaires**

13. Par rapport à 2007, les recettes totales en valeur nominale – y compris les intérêts créditeurs et les autres recettes – ont augmenté de 6 %, passant de 1 milliard 140 millions de dollars à 1 milliard 210 millions. Le montant total des dépenses de 2007 a progressé de 9 % (de 965 millions de dollars à 1 milliard 50 millions). Le solde des ressources disponibles, non compris la réserve opérationnelle, s'est établi à 499 millions de dollars, contre 277 millions en 2007 – ce qui est conforme au niveau prudent actuel de trois à six mois de liquidités. Toutefois, compte tenu des tendances actuelles des dépenses et des contributions, l'on s'attend à ce que ce solde disponible baisse à deux mois et demi en 2009.

#### **A. Recettes**

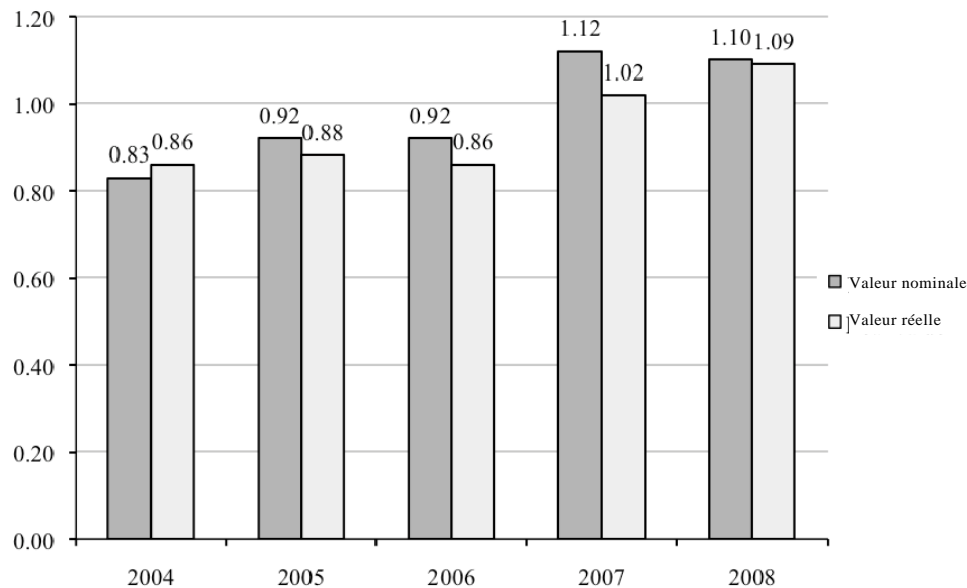
14. Les recettes totales procurées par les ressources ordinaires, y compris les intérêts créditeurs et d'autres recettes, sont passées de 1 milliard 140 millions de dollars en 2007 à 1 milliard 210 millions en 2008, soit une augmentation de 6 % en valeur nominale et de 3 % en termes réels.

##### *Contributions*

15. La figure 1 présente les contributions versées au titre des ressources ordinaires, exprimées en valeur réelle, qui ont régressé de 2 %, de 1 milliard 120 millions de dollars en 2007 à 1 milliard 100 millions en 2008. En valeur réelle, les contributions se sont chiffrées à 1 milliard 90 millions de dollars, et par rapport au montant de 1 milliard 120 millions de dollars en valeur nominale enregistré en 2007, les contributions ont baissé de 3 %. L'atténuation du risque de change, par un programme actif de couverture de ce risque, demeure un aspect important de la stratégie de gestion des ressources financières du PNUD, qui vise à garantir un niveau adéquat et prévisible des ressources ordinaires.

Figure 1  
**Contributions globales versées au titre des ressources générales : tendance sur 5 ans, 2004-2008**

(En milliards de dollars des États-Unis)



16. Au 1<sup>er</sup> juin 2009, le PNUD avait reçu, au titre des ressources ordinaires, des contributions totalisant 333 millions de dollars, contre 359 millions de dollars au 1<sup>er</sup> juin 2008.

17. Comme l'indique le tableau 1, les contributions versées par les 10 principaux donateurs ont légèrement diminué, de 5 % en termes de dollars, passant de 900 millions de dollars en 2007 à 859 millions de dollars en valeur nominale. En valeur réelle, les contributions de 2008 contributions se chiffraient à 827 millions de dollars, soit une baisse de 8 %. Il convient de noter que certains donateurs parmi les 10 principaux ont réduit leurs contributions versées en monnaie locale en 2008. Dans plusieurs cas, le versement des contributions au PNUD a accusé un retard, aussi les donateurs sont-ils priés de s'engager à verser, à l'avenir, leurs contributions en début de l'année civile.

Tableau 1  
**Contributions versées au titre des ressources ordinaires par les 10 principaux pays donateurs, 2007-2008**

Donateur	contributions (monnaie locale)			contributions (valeur nominale, en millions de dollars)		
	2007	2008	Variation (en pourcentage)	2007	2008	Variation (en pourcentage)
Norvège	770	771	-	132	138	5
Pays-Bas	92	90	(2)	125	117	(6)
Suède	800	720	(10)	120	110	(8)
États-Unis	107	97	(9)	107	97	(9)
Royaume-Uni	55	55	-	110	96	(13)
Japon <sup>1</sup>	75	73	(3)	75	73	(3)
Danemark	370	350	(5)	70	73	4
Canada	57	57	-	57	55	(4)
Espagne	45	42	(7)	61	54	(11)
Suisse	52	54	4	43	46	7
<b>Total, 10 principaux donateurs</b>				<b>900</b>	<b>859</b>	<b>(5)</b>

Source : DP/2009/28/Add.1

1 – contributions versées en monnaie locale.

18. Par rapport à 2007, le montant des contributions versées par les pays de programme au titre des ressources ordinaires est passé de 18 millions à 22 millions de dollars en valeur nominale (soit une augmentation de 22 %).

#### *Intérêts créditeurs*

19. Les intérêts créditeurs réalisés en 2008, après affectation aux autres ressources, se sont établis à 25 millions de dollars. Le portefeuille de placements du PNUD est entièrement constitué de titres à revenu fixe de haute qualité. Le PNUD n'a pas subi de pertes de principal résultant de la récession mondiale de 2007-2008. Les conditions du marché financier et l'évolution du risque de crédit font l'objet d'un suivi attentif et la liste des émetteurs dont le PNUD détient les titres a été ajustée en conséquence. En réaction à l'accroissement du risque de défaillance des banques commerciales à partir de la mi-septembre, le PNUD a reporté ses placements venant à échéance et les nouveaux sur les titres plus sûrs d'émetteurs souverains et supranationaux. Cette démarche plus prudente est rendue nécessaire par le niveau sans précédent de risque existant actuellement sur les marchés de crédit. Cependant, ces placements relativement plus sûrs ont des rendements inférieurs à ceux des placements auprès des banques commerciales qu'ils ont remplacés. Ce fait, conjugué à une conjoncture caractérisée par des taux d'intérêt généralement faibles, imputables à l'assouplissement de la politique monétaire, aura sur les intérêts créditeurs une incidence sensiblement négative, qui persistera au moins jusqu'à la fin de 2009.

#### *Autres recettes*

20. En 2008, les autres recettes se sont élevées à 97 millions de dollars, en augmentation sensible par rapport à 2007, qui a enregistré un montant de 20 millions de dollars. Cette embellie est imputable à la réévaluation des monnaies et aux gains de change réalisés en 2008.



## B. Dépenses

21. Les dépenses se composent des dépenses afférentes aux programmes et des dépenses non liées aux programmes, y compris le budget d'appui biennal (qui représentent la plus grande partie de cette catégorie). En 2008, le montant total des dépenses a progressé de 9 %, passant de 965 millions à 1 milliard 50 millions de dollars.

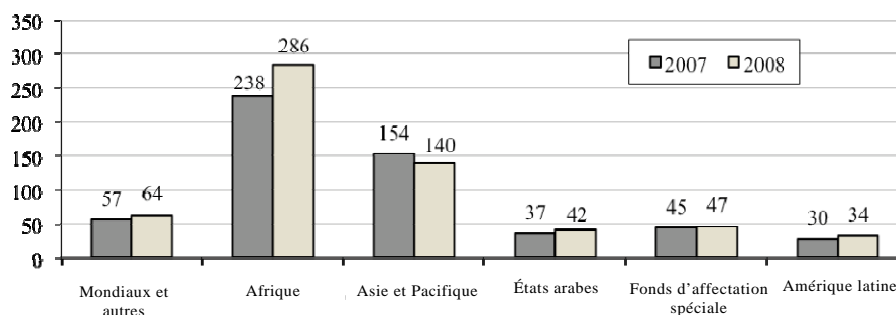
### *Dépenses afférentes aux programmes*

22. Les dépenses afférentes aux programmes, y compris celles relatives à l'appui aux coordonnateurs résidents, aux services d'appui au développement et au programme d'appui aux économistes du PNUD, ont augmenté de 10 %, passant de 561 millions de dollars en 2007 à 617 millions en 2008. Les dépenses afférentes aux programmes par région, à l'exclusion du Programme d'assistance au peuple palestinien, sont présentées à la figure 2. En 2008, les dépenses consacrées à ce dernier programme se sont élevées à 4 millions de dollars.

Figure 2

### **Dépenses afférentes aux programmes financées au moyen des ressources ordinaires a/ par région, 2007-2008**

(En millions de dollars)



<sup>a</sup> Comprend les dépenses d'appui aux programmes, l'appui au système des coordonnateurs résidents, les services d'appui au développement et le programme des économistes.

### *Budget d'appui biennal*

23. Au cours de la première année de l'exercice biennal 2008-2009, les dépenses au titre du budget d'appui biennal se sont élevées à 346 millions de dollars, soit 44 % du plafond maximum autorisé, approuvé par le Conseil d'administration dans sa décision 2008/1. Ce montant n'était guère différent de celui de 2007 (341 millions de dollars) et était conforme aux résultats budgétaires le plus souvent enregistrés au cours de la première année d'un exercice biennal, les investissements approuvés par le Conseil d'administration étant exécutés sur deux ans. Les investissements approuvés ont été exécutés dans les domaines de l'assurance et de la supervision, de l'appui aux activités opérationnelles du système des Nations Unies, du renforcement de la capacité des bureaux extérieurs à atteindre les résultats escomptés en matière de développement, et du renforcement de l'éthique de responsabilité et de l'efficacité institutionnelle. Ces investissements ont été

contrebalancés par des réductions budgétaires dans d'autres domaines d'intervention du budget d'appui biennal de 2008-2009.

24. La répartition en pourcentage des dépenses par catégorie se présente comme suit : activités du budget d'appui biennal harmonisé, 74 %; fonction propre au PNUD d'appui accordé par les bureaux extérieurs aux activités des Nations Unies, 19 %; Bureau de coordination des opérations de développement des Nations Unies, 1 %; programme des volontaires des Nations Unies (VNU), 5 %; et Fonds d'équipement des Nations Unies, 1 %. Au total, 62 % des dépenses ont porté sur les bureaux extérieurs et les 38 % restants sur les villes sièges, y compris pour le programme des VNU.

25. Les contributions des gouvernements aux dépenses locales des bureaux extérieurs représentent pour le PNUD une importante source de recettes (en espèces et en nature), qui l'aident à couvrir les dépenses du budget d'appui biennal. En outre, elles reflètent la valeur que les gouvernements hôtes attachent à la présence des bureaux de pays du Programme. Le montant représenté par les contributions en nature aux dépenses locales des bureaux extérieurs est resté approximativement au même niveau en 2008 (10,4 millions de dollars) qu'en 2007 (10,3 millions de dollars).

26. Les contributions en espèces des gouvernements aux dépenses locales des bureaux extérieurs au titre de 2008 ont augmenté d'environ 4 millions de dollars (18 %) par rapport aux niveaux de 2007, à 26 millions de dollars (22 millions de dollars en 2007). Cependant, le tableau 11 du document DP/2009/28/Add.1 fait apparaître d'importants déficits de trésorerie, d'un montant total de 21 millions de dollars (20 millions en 2007), qui pèsent lourdement sur l'ensemble des ressources budgétaires et empêchent le PNUD d'assurer le financement approprié des capacités opérationnelles de son réseau de bureaux extérieurs. Le Programme prie donc instamment les gouvernements hôtes de porter aux niveaux fixés le montant de leurs contributions pour 2009 aux dépenses locales des bureaux extérieur.

#### *Autres dépenses*

27. Par rapport à 2007, les autres dépenses financées par les ressources ordinaires ont augmenté de 26 millions de dollars en 2008, pour s'établir à 90 millions. Ce montant comprend 24 millions de dollars correspondant aux pertes dues à la réévaluation des devises et aux fluctuations des taux de change.

28. Un actuaire-conseil indépendant a été engagé pour effectuer une évaluation des charges à payer au 31 décembre 2007 au titre de l'assurance maladie après la cessation de service. Comme l'indique son rapport, le montant estimatif cumulé de ces charges s'élevait à 466 millions de dollars, soit une augmentation de 59 millions de dollars par rapport au montant estimatif de 407 millions de dollars figurant dans le rapport concernant l'évaluation actuarielle arrêtée au 31 décembre 2005. Le PNUD, qui finance les charges au titre de l'assurance maladie après la cessation de service au moyen de ressources ordinaires et d'autres ressources, a constitué une provision de 320 millions de dollars au 31 décembre 2008. Le montant non provisionné à cette date s'élève à 146 millions de dollars et représente la différence entre le montant cumulé (466 millions) et la provision (320 millions). Sur la base de l'étude actuelle, le PNUD couvrira intégralement les engagements passés non provisionnés en 2012.

29. Comme les années précédentes, c'est le montant total des charges à payer au titre de l'assurance maladie après la cessation de service qui a été indiqué dans la

note aux états financiers. Lorsque les normes comptables pour le secteur public seront pleinement adoptées en 2012, le montant total des engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service figurera au passif du bilan.

### C. Solde des ressources inutilisées

30. Le solde inutilisé des ressources ordinaires à la fin de 2008 s'élevait à 499 millions de dollars, soit 10 % du montant total des ressources inutilisées.

31. À la fin de 2008, et considérant que les dépenses totales se sont chiffrées à 1 milliard 50 millions de dollars, la situation de trésorerie du PNUD permettait de couvrir approximativement sept mois de dépenses, ce qui représentait une augmentation par rapport à l'année précédente. Une gestion prudente voudrait qu'il dispose, au titre des ressources ordinaires, de liquidités représentant l'équivalent de trois à six mois de dépenses, soit un montant se situant entre 263 millions et 527 millions de dollars compte tenu des niveaux de dépenses actuels. Le PNUD est aussi préoccupé par le montant de ressources (631 millions de dollars) ou 58 % des contributions qui ont été versées au titre des ressources ordinaires au dernier trimestre de 2008. Cependant, en raison de l'accroissement du taux des dépenses en 2008, le taux d'accroissement des soldes inutilisés a diminué en comparaison avec celui de 2007 (de 54 % à 32 %). Le PNUD n'a pas eu recours à sa réserve opérationnelle en 2008.

32. Conformément à la décision 99/9 du Conseil d'administration, la formule de calcul de la réserve opérationnelle du PNUD a été modifiée sur la base des documents DP/1999/5/Rev.1 et DP/1999/CRP.9/Rev.1. Compte tenu des chiffres définitifs concernant les recettes et les dépenses pour 2008, la réserve opérationnelle, qui s'élève à 208 millions de dollars, sera portée au nouveau niveau de 223 millions de dollars. La différence de 15 millions sera prélevée sur les ressources générales du PNUD.

## IV. Autres ressources

33. Les autres ressources comprennent les cofinancements sous forme de participations aux coûts, de fonds d'affectation spéciale, les coûts remboursables des services d'appui au développement et des activités diverses, telles que le programme des administrateurs auxiliaires, le programme des VNU et les contrats de services de gestion. Les services d'appui remboursables et les activités diverses figurent sous la rubrique « divers » de la figure 3.

### A. Recettes

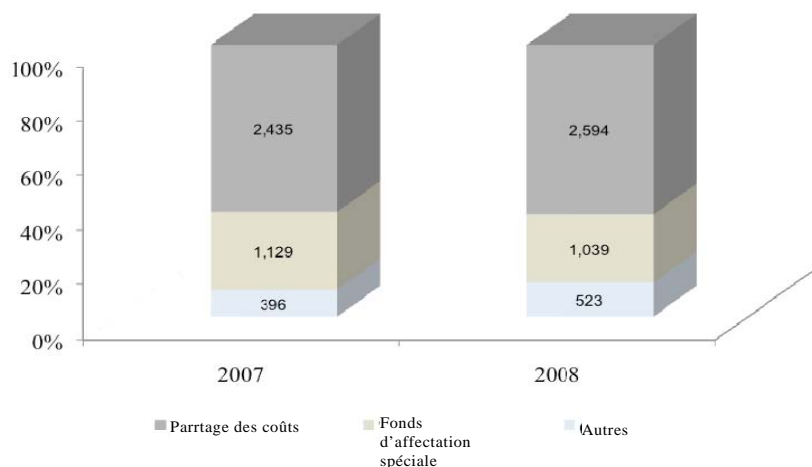
34. Le montant global des recettes procurées par d'autres ressources s'est accru de 220 millions de dollars (5 %), passant de 4 milliards 330 millions de dollars en 2007 à 4 milliards 550 millions en 2008. En valeur réelle, l'augmentation serait de 260 millions de dollars, ou 6 % (de 4 milliards 110 millions de dollars à 4 milliards 370 millions).

#### *Contributions*

35. La figure 3 présente les contributions au titre des autres ressources par mécanisme de financement pour la période 2007-2008.

Figure 3  
**Contributions au titre des autres ressources par mécanisme de financement, 2007-2008**

(En millions de dollars)



36. Les contributions au titre de la catégorie « autres ressources » reçues en 2008 se sont chiffrées au total, en valeur nominale, à 4 milliards 160 millions de dollars (en augmentation de 6 % par rapport au montant de 3 milliards 920 millions de dollars enregistré en 2007). En valeur réelle, elles ont totalisé 3 milliards 980 millions de dollars (soit une progression de 8 % par rapport au montant de 3 milliards 700 millions de dollars affiché en 2007). Au tableau 2 figure une comparaison des contributions au titre des autres ressources entre 2007 et 2008, par source de financement, non compris les contrats de services de gestion. Les éléments de la catégorie « autres ressources » comprennent les donateurs bilatéraux, les sources multilatérales et diverses (autres que bilatérales), les ressources locales reçues des pays de programme, et d'autres sources.

Table 2  
**Comparaison des contributions par source de financement, 2008-2007**

(En milliards de dollars)

Source de financement	Autres ressources en valeur nominale			Autres ressources en valeur réelle		
	2007	2008	Variation en pourcentage	2007 Nominale	2008 Réelle	Variation en pourcentage par rapport à 2006
Donateurs bilatéraux	1,18	1,44	22 %	1,18	1,4	19 %
Sources multilatérales et diverses (autres que bilatérales)	1,32	1,35	2 %	1,32	1,28	(3) %
Ressources locales	1,18	0,96	(19) %	1,18	0,9	(24) %
Autres sources	0,24	0,41	71 %	0,24	0,4	67 %
<b>Total</b>	<b>3,92</b>	<b>4,16</b>	<b>6 %</b>	<b>3,92</b>	<b>3,98</b>	<b>(2) %</b>

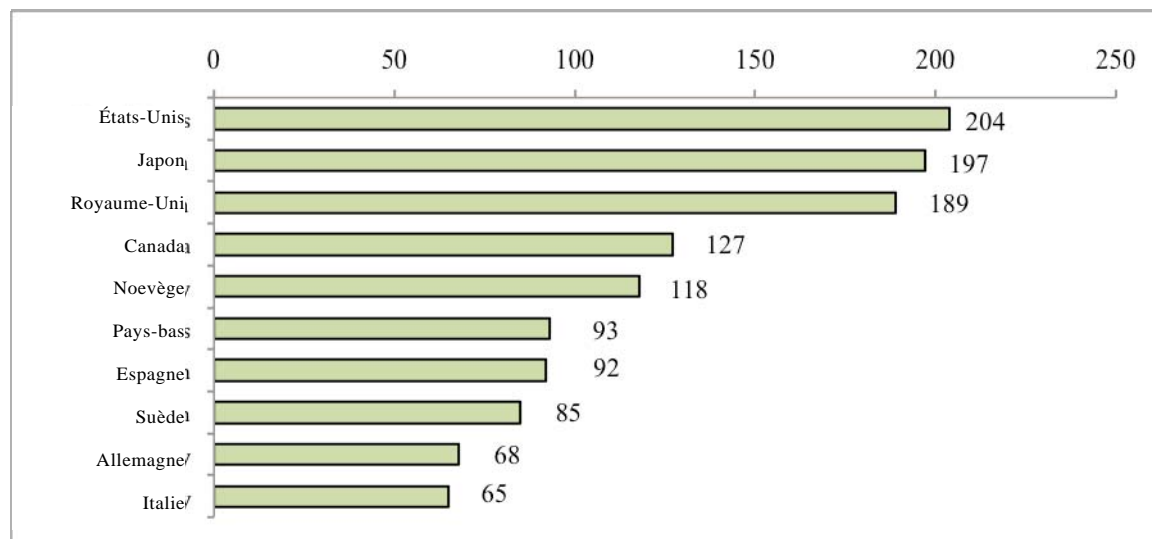
### Donateurs bilatéraux

37. Les contributions au titre des autres ressources reçues des donateurs bilatéraux se sont accrues de 22 %, de 1 milliard 180 millions de dollars en 2007 à 1 milliard 440 millions de dollars en 2008. La figure 4 présente les 10 principaux donateurs bilatéraux qui ont contribué aux autres ressources en 2008.

Figure 4

### Contributions versées au titre des autres ressources par les 10 principaux donateurs bilatéraux, 2008

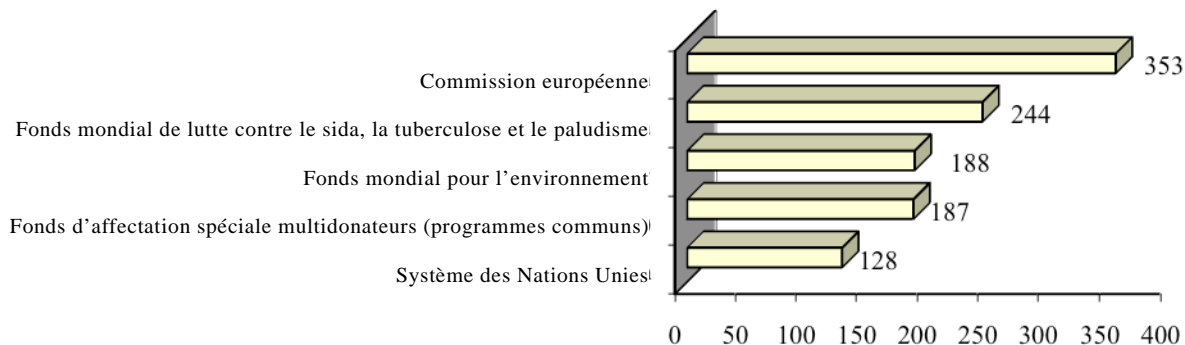
(En millions de dollars)



*Sources multilatérales et diverses (autres que bilatérales).*

38. Les autres ressources reçues par le PNUD de sources multilatérales et diverses (autres que bilatérales) ont atteint un montant de 1 milliard 350 millions de dollars en 2008, soit une augmentation de 2 % par rapport au montant de 1 milliard 320 millions de dollars enregistré en 2007. La figure 5 présente les contributions versées en 2008 par les cinq principaux donateurs multilatéraux et divers (autres que bilatéraux).

Figure 5  
**Contributions au titre des autres ressources, cinq principales sources multilatérales et diverses (autres que bilatérales), 2008**



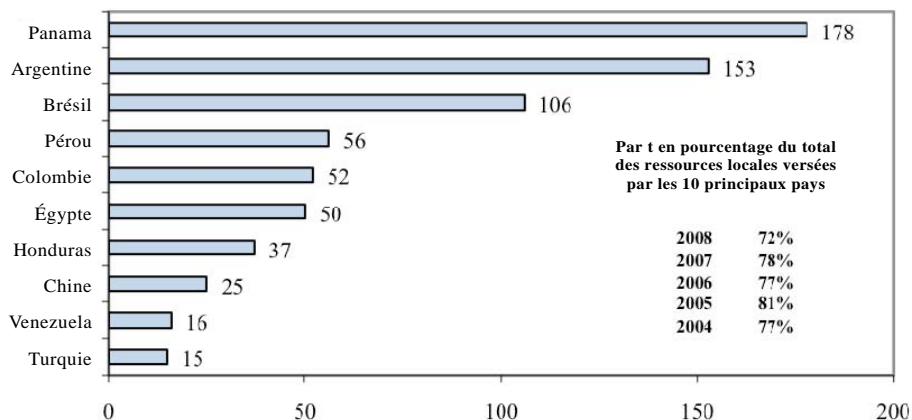
*Ressources locales (gouvernements)*

39. Les ressources locales ont représenté 36 % du montant total des contributions perçues en 2008 au titre des autres ressources (à l'exclusion des contrats de services de gestion). Cette catégorie de ressources a diminué de 18 %, en régressant de 1 milliard 180 millions de dollars en 2007 à 960 millions en 2008.

40. Environ 72 % des contributions au titre des ressources locales ont été versés par les gouvernements de 10 pays de programme (voir fig. 6). Parmi ces derniers, le Pérou a augmenté sa contribution, de 34 millions de dollars à 56 millions. La part en pourcentage des 10 principaux pays contributeurs s'est inscrite en baisse, de 78 % du total en 2007 à 72 % en 2008. Cette baisse est partiellement imputable à la modification des priorités de programme, les services abandonnant progressivement l'activité des achats au profit de la fourniture de conseils stratégiques comme le prévoit le plan stratégique.

Figure 6  
**Contributions au titre des ressources locales (10 principaux pays), 2008**

(En millions de dollars)



41. En 2008, les contributions au titre des contrats de services de gestion sont passées à 407 millions de dollars, contre 246 millions en 2007, grâce essentiellement aux contributions locales effectuées par le Pérou en 2008 et s'élevant à 342 millions de dollars. La répartition des recettes des contrats de services de gestion par donateur et pays bénéficiaire est présentée au tableau 13 du document DP/2009/28/Add.1.

#### *Intérêts créditeurs*

42. Les intérêts créditeurs ont diminué de 11 %, tombant de 167 millions de dollars en 2007 à 149 millions. Ce montant est faible du fait des circonstances évoquées au paragraphe 19.

#### *Autres recettes*

43. Les autres recettes se sont inscrites à 248 millions de dollars en 2008. Ces recettes sont en grande partie constituées des éléments suivants : recettes provenant des services d'appui, contribution au titre des services de sécurité sur le terrain versée par le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies, recettes accessoires provenant du programme des VNU et des services de gestion de la feuille de paie. L'accroissement en 2008 par rapport à 2007 est imputable aux augmentations de la contribution versée par d'autres organismes des Nations Unies au titre des services communs, au virement plus important du Département de la sûreté et de la sécurité au titre de l'expansion du programme de services de sécurité sur le terrain, et aux recettes accrues procurées par les activités de services d'appui.

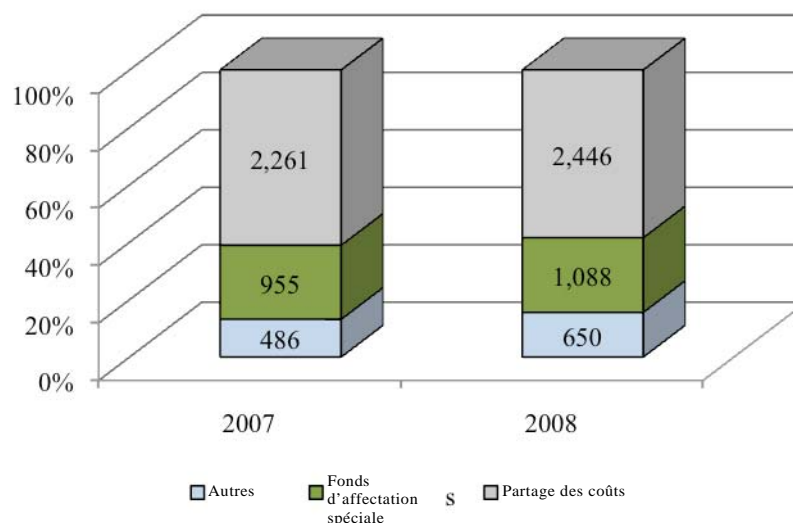
## **B. Dépenses**

44. Les dépenses globales financées au moyen des autres ressources se sont chiffrées à 4 milliards 180 millions de dollars, ce qui représente une progression de 13 % comparé au niveau de 3 milliards 700 millions de dollars de 2007.

45. Le montant total combiné des dépenses afférentes aux programmes, des dépenses d'appui aux programmes, des dépenses des services consultatifs de développement, de l'appui au système des coordonnateurs résidents et du budget d'appui biennal a atteint 4 milliards 180 millions de dollars. Ce total combiné (à l'exclusion des autres dépenses) est présenté à la figure 7, ainsi que les chiffres de 2007.

Figure 7  
**Dépenses financées au moyen des autres ressources par mécanisme de financement, 2007-2008**

(en millions de dollars)



#### *Autres dépenses*

46. En 2008, les autres dépenses ont augmenté de 230 000 dollars, pour atteindre 408 000 dollars. L'augmentation est attribuable aux dépenses à imputer au titre de projets liquidés dans le cadre des différents mécanismes de financement des autres ressources.

### **C. Solde des ressources inutilisées**

47. Le solde inutilisé des autres ressources à la fin de 2008 s'élevait à 4 milliards 300 millions de dollars (en augmentation de 7,5 % par rapport au montant de 4 milliards de dollars enregistré à la fin de 2007), soit 85 % du montant total des ressources inutilisées. Le solde des ressources inutilisées a été intégralement alloué aux fonds d'affectation spéciale et aux projets pour servir à financer les activités des prochaines années dans les pays et les régions. Au dernier trimestre de 2008, un montant total de 1 milliard 350 millions de dollars a été reçu, ce qui représente 32 % du total des contributions versées au titre des autres ressources.

### **D. Autres ressources**

#### **Programme des volontaires des Nations Unies**

48. En 2008, 7 753 volontaires, représentant 159 nationalités, ont effectué 7 791 missions dans 132 pays. Le coût total de leurs activités s'est élevé à 208 millions de dollars, dont 8 % ont été couverts par des contributions directes au programme (versées au titre du Fonds bénévole spécial, de la participation aux coûts, des fonds d'affectation spéciale ou du financement intégral). Le solde a été



couvert par imputation directe à des programmes de l'ONU ou d'autres organismes, fonds et programmes des Nations Unies, y compris le PNUD.

#### **Programme des administrateurs auxiliaires**

49. Au total, 23 gouvernements sont liés avec le PNUD par des accords concernant les administrateurs auxiliaires. Au 31 décembre 2008, 289 administrateurs auxiliaires et 10 assistants spéciaux des coordonnateurs résidents participaient au programme. À la même date, le nombre total d'administrateurs auxiliaires et d'assistants spéciaux collaborant avec le PNUD et les fonds et programmes affiliés était de 194, dont 45 étaient en service à New York et dans d'autres villes sièges. Le PNUD assurait la gestion de 105 administrateurs auxiliaires pour le compte d'autres organismes et partenaires des Nations Unies.

#### **Réserve pour les locaux hors siège**

50. En 1979, une réserve de 25 millions de dollars a été créée pour couvrir le coût des locaux hors siège, dont le logement du personnel hors siège recruté au plan international et rémunéré par le PNUD et, à titre exceptionnel, les locaux à usage de bureaux. En 2008, le solde de ressources non utilisées de la réserve pour les locaux à usage d'habitation et de bureaux était de 9,60 millions de dollars.

#### **Appui budgétaire direct**

51. Par décision 2008/24, le Conseil d'administration a approuvé, en principe, un programme pilote de quatre ans (à compter de septembre 2008) qui autorise les contributions financières du PNUD aux fonds communs et au titre de l'appui budgétaire sectoriel. Ces contributions sont déterminées au cas par cas, à la demande du pays bénéficiaire, conformément à la mission et à l'avantage comparatif du PNUD et suivant les directives indiquées dans le document DP/2008/36.

52. Le PNUD a approuvé en 2009 la demande, présentée par le gouvernement du Burkina Faso, d'un appui budgétaire sectoriel dans deux domaines prioritaires : la lutte contre le VIH/sida et la promotion des droits de l'homme. Chacune des initiatives relève de la mission de base du PNUD et représente actuellement un domaine dans lequel le Programme a un projet en cours. Ces deux budgets sectoriels au Burkina Faso, d'un montant de 100 000 dollars chacun, sont financés sur les ressources ordinaires, et sont inférieurs au plafond de 10 % fixé par le Conseil d'administration.

## **V. Réforme du système et appui aux autres organismes des Nations Unies**

53. En sus des activités d'appui présentées aux sections précédentes, le PNUD joue un rôle essentiel dans la réforme et la cohérence du système et l'appui aux autres organismes des Nations Unies. D'après les données disponibles, la valeur des ressources destinées aux fonds d'affectation spéciale multidonateurs, à la programmation commune et à l'appui aux autres organismes des Nations Unies a représenté au total 1 milliard 500 millions de dollars en 2008, contre 1 milliard 910 millions en 2007.

### **A. Programmation commune et activités d'agent d'administration**

54. Le PNUD appuie les activités de programmation commune sous diverses formes, y compris en exerçant son rôle d'agent d'administration de la programmation commune et des fonds d'affectation spéciale multidonateurs. La valeur totale des fonds ainsi administrés à ce titre par le PNUD pour le compte du système des Nations Unies s'est élevée à 959 millions de dollars en 2008. Ce montant comprend les 259 millions de dollars du Fonds PNUD/Espagne pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Le montant des fonds reçus par le PNUD en sa qualité d'agent d'administration virés à toutes les organisations participantes en 2008 a atteint 628 millions de dollars. Sur ce montant, la valeur des fonds virés au PNUD pour financer ses programmes a été de 187 millions de dollars, contre 239 millions en 2007.

### **B. Appui aux organismes des Nations Unies**

55. Les bureaux de pays du PNUD apportent un appui opérationnel aux autres organismes des Nations Unies. Les fonds destinés à ces services sont comptabilisés dans des comptes provisoires de services aux organisations. En 2008, la valeur des flux de financement pour l'appui à d'autres organismes des Nations Unies, consistant en comptes provisoires de services aux organisations, était de 536 millions de dollars, contre 565 millions en 2006, soit une baisse de 5 %.

### **C. Programme d'appui au système des coordonnateurs résidents**

56. En 2008, les dépenses globales consacrées au programme d'appui au système des coordonnateurs résidents se sont élevées à 41 millions de dollars, soit une progression de 24 % par rapport au montant de 33 millions de dollars atteint en 2007. Cette progression peut être attribuée à la combinaison d'une croissance de 28 % des activités d'appui aux programmes dont le financement est imputé aux ressources autres que de base et une croissance de 20 % des activités d'appui aux programmes dont le financement est imputé aux ressources de base, suite à l'exécution des arrangements de programmation de 2008-2011.

## **VI. Normes comptables internationales pour le secteur public**

57. Les normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) permettront d'améliorer sensiblement les mesures de responsabilité financière du PNUD. Le Programme continuera de renforcer l'éthique de responsabilité par l'adoption des normes IPSAS, la révision de son mécanisme interne de contrôle, le cadre de responsabilité et le paradigme de la gestion budgétaire axée sur les résultats. Face à la présente crise financière, le PNUD a dû concentrer les ressources et les effectifs sur d'autres initiatives concurrentes au titre de l'exercice biennal en cours, ce qui s'est traduit par le report à 2012 de l'adoption des normes IPSAS. La direction du PNUD considère le nouveau calendrier pour l'adoption comme une occasion de mettre en œuvre les normes IPSAS de manière plus robuste que cela ne l'aurait autrement été possible.

58. Dans sa décision 2008/1, le Conseil d'administration a approuvé un montant de 9 millions de dollars sur les ressources ordinaires pour financer le coût de

l'introduction des normes IPSAS vers la fin de 2009. En 2008, le PNUD a consacré 2,7 millions de dollars aux préparatifs en vue de l'adoption des normes IPSAS.

## **VII. Fonds administrés par le PNUD**

59. Le tableau 5 a) de l'additif au présent rapport (DP/2008/39/Add.1) présente des données détaillées sur les deux fonds gérés par le PNUD.

### **A. Fonds d'équipement des Nations Unies**

60. En 2008, le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) a étendu ses opérations à 38 pays les moins avancés – contre 31 en 2007. Le FENU est bien parti pour étendre ses programmes à 45 pays les moins avancés d'ici à 2011, comme le prévoit son plan d'investissement (2008-2011). L'expansion des interventions a été rendue possible en partie par un accroissement sensible des contributions aux ressources ordinaires et aux autres ressources du FENU en 2008. Le montant total des contributions est passé de 28 millions de dollars en 2007 à 44 millions en 2008 – soit une augmentation de 57 %.

61. Le montant total des dépenses afférentes aux programmes est passé à 31 millions de dollars en 2008, contre 29 millions en 2007. Les contributions au titre des autres ressources ont progressé de 10 millions de dollars en 2007 à 14 millions en 2008 et ont représenté 39 % du montant total des ressources de programme. Le FENU a également décaissé 3 millions de dollars de prêts (en plus des 16 millions de dollars de dons déjà pris en compte dans les dépenses) aux institutions de microfinance au Sud-Soudan. Le montant de la réserve opérationnelle est resté inchangé par rapport aux années précédentes, en s'établissant à 23 millions de dollars. Le FENU a donc réussi à atteindre les objectifs fixés en matière de développement, de gestion et de résultats financiers, tout en conservant une position de liquidité solide et une situation financière saine.

62. Il convient de relever que le montant de 31 millions de dollars de dépenses afférentes aux programmes n'inclut pas les 6 millions de dollars affectés par le PNUD au FENU conformément à la décision 2007/34 du Conseil d'administration. Le FENU a intégralement dépensé ce montant qui est cependant enregistré et publié séparément par le PNUD. Par ailleurs, un montant de 11 millions de dollars était inscrit au budget d'appui biennal du PNUD au titre des dépenses de gestion du FENU.

### **B. Fonds de développement des Nations Unies pour la femme**

63. En 2008, le montant total des contributions reçues par UNIFEM (hormis les fonds d'affectation spéciale) a augmenté de 18 %, pour atteindre 121 millions de dollars, dont 51 millions au titre des ressources ordinaires (de base), 65 millions au titre des autres ressources (autres que de base) et 5 millions de dollars de contributions aux fonds d'affectation spéciale d'UNIFEM. Les ressources de base se sont accrues de 7 millions de dollars, soit 16 %, par rapport à 2007 et les autres ressources ont enregistré une progression de 12 millions de dollars ou 21 % comparé à 2007. En 2008, UNIFEM a adopté la pratique consistant à rendre séparément compte des activités du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, géré par UNIFEM. Ce Fonds d'affectation spéciale a reçu 18 millions de dollars, contre 16 millions en 2007. Il

continue d'attirer de nouveaux donateurs, ce qui se traduit par une augmentation des contributions. À la fin de décembre 2008, UNIFEM a reçu une contribution de 65 millions de dollars du Gouvernement espagnol pour le lancement d'un nouveau « Fonds de l'égalité des sexes ». Cette croissance des ressources d'UNIFEM est intervenue en dépit de la crise économique mondiale et des pertes imputables aux fluctuations des taux de change, qui ont augmenté la valeur du dollar, en particulier vis-à-vis de l'euro et d'autres monnaies des principaux donateurs.

64. Les dépenses financées au moyen des ressources ordinaires se sont chiffrées en 2008 à 42 millions de dollars, soit un accroissement de 21 millions de dollars – ce qui représente le double du montant de l'année précédente. Les dépenses totales d'UNIFEM en 2008 (financées au moyen des ressources ordinaires et des autres ressources, à l'exclusion des fonds d'affectation spéciale) se sont élevées à 94 millions de dollars, en augmentation de 29 millions de dollars (45 %) par rapport au montant total de 2007, qui s'était inscrit à 64 millions de dollars.

65. Le solde inutilisé des ressources s'est accru de 95 millions de dollars, à 193 millions de dollars grâce en partie à la réception de 114 millions de dollars de contributions au titre des autres ressources au quatrième trimestre de 2008. Ces ressources serviront à financer les besoins pour 2009 et les années suivantes. Le montant de la réserve opérationnelle d'UNIFEM a augmenté de 600 000 dollars, passant à 15 millions de dollars à la fin de 2008.

## Annexe 1 Vue d'ensemble (PNUD)

### A. État des recettes et des dépenses pour l'année terminée le 31 décembre 2008, et chiffres pour 2007

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Ressources ordinaires			Autres ressources			Fonds			Total		
	2008	2007	+/- (%)	2008	2007	+/- (%)	2008	2007	+/- (%)	2007	2006	+/- (%)
<b>Recettes</b>												
Contributions	1 097 107	1 118 987	(2 %)	4 155 735	3 921 243	6 %	248 434	146 798	69 %	5 501 276	5 187 028	6 %
Moins : virement au budget d'appui biennal	(9 537)	(10 780)	12 %	–	–	–	–	–	–	(9 537)	(10 780)	12 %
<b>Montant net des contributions</b>	<b>1 087 570</b>	<b>1 108 207</b>	<b>(2 %)</b>	<b>4 155 735</b>	<b>3 921 243</b>	<b>6 %</b>	<b>248 434</b>	<b>146 798</b>	<b>69 %</b>	<b>5 491 739</b>	<b>5 176 248</b>	<b>6 %</b>
Intérêts créditeurs	24 928	12 370	102 %	149 109	167 169	(11%)	5 395	5 748	(6 %)	179 432	185 287	(3 %)
Autres recettes : montant net	96 959	19 458	398 %	248 270	242 256	2 %	12 705	10 627	20 %	357 934	272 341	31 %
<b>Total des recettes</b>	<b>1 209 457</b>	<b>1 140 035</b>	<b>6 %</b>	<b>4 553 114</b>	<b>4 330 668</b>	<b>5 %</b>	<b>266 534</b>	<b>163 173</b>	<b>63 %</b>	<b>6 029 105</b>	<b>5 633 876</b>	<b>7 %</b>
<b>Dépenses</b>												
Programme	590 437	536 662	10 %	3 734 238	3 318 986	13 %	135 463	95 555	42 %	4 460 138	3 951 203	13 %
Appui aux programmes	1	–	–	13 274	10 608	25 %	–	–	–	13 275	10 608	25 %
Appui au système des coordonnateurs résidents	15 322	12 721	20 %	25 632	19 942	29 %	–	–	–	40 954	32 663	25 %
Services d'appui au développement	6 307	6 255	1 %	6 005	5 340	12 %	–	–	–	12 312	11 595	6 %
Programme des économistes	5 118	5 225	(2 %)	–	–	–	–	–	–	5 118	5 225	(2 %)
Budget d'appui biennal – montant net <sup>a/</sup>	345 689	339 810	2 %	404 437	346 886	–	15 851	12 214	30 %	765 977	698 910	10 %
Autres dépenses	89 706	64 151	40 %	408	178	–	2	3	(33 %)	90 116	64 332	40 %
<b>Total des dépenses</b>	<b>1 052 580</b>	<b>964 824</b>	<b>9 %</b>	<b>4 183 994</b>	<b>3 701 940</b>	<b>13 %</b>	<b>151 316</b>	<b>107 772</b>	<b>4 0 %</b>	<b>5 387 890</b>	<b>4 774 536</b>	<b>13 %</b>
<b>Excédent (déficit) des recettes par rapport aux dépenses</b>	<b>156 879</b>	<b>175 211</b>	<b>–</b>	<b>369 120</b>	<b>628 728</b>	<b>–</b>	<b>115 218</b>	<b>55 401</b>	<b>–</b>	<b>641 215</b>	<b>859 340</b>	<b>–</b>
Économies réalisées au titre d'engagements de l'exercice biennal précédent	51	(76)	–	–	(29)	–	–	–	–	51	(105)	–
Prélèvements (virements) sur les réserves	(16 000)	(11 000)	(45 %)	(7 000)	(8 000)	13 %	(600)	(5 200)	88 %	(23 600)	(24 200)	2 %
Remboursements aux donateurs et prélèvements (virements) sur d'autres fonds	(19 337)	(31 583)	39 %	(69 263)	(61)	–	(1 485)	(80)	–	(90 088)	(31 724)	–
Solde des ressources inutilisées au 1 <sup>er</sup> janvier	377 009	244 457	54 %	4 006 439	3 385 801	18 %	139 028	88 907	56 %	4 522 476	3 719 165	22 %
<b>Solde des ressources inutilisées au 31 décembre</b>	<b>498 602</b>	<b>377 009</b>	<b>32 %</b>	<b>4 299 296</b>	<b>4 006 439</b>	<b>7 %</b>	<b>252 161</b>	<b>139 028</b>	<b>81 %</b>	<b>5 050 059</b>	<b>4 522 476</b>	<b>12 %</b>

Source: Tableau 1 a). DP/2009/28/Add.1.

<sup>a/</sup> Dont dépenses d'administration des bureaux de pays.

## B. Actif, passif, réserves et soldes des fonds au 31 décembre 2008, et chiffres pour 2007

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Ressources ordinaires			Autres ressources			Fonds			Total		
	2008	2007	+/- (%)	2008	2007	+/- (%)	2008	2007	+/- (%)	2008	2007	+/- (%)
<b>Actif</b>												
Encaisse	850 822	1 119 543	–	180	25 296	–	7 194	4 959	45 %	858 196	1 149 798	–
Lettres de crédit des gouvernements				89 434	55 377	62 %		–		89 434	55 377	62 %
Réserve opérationnelle (placements)	208 000	192 000	8 %	–	–		–	–		208 000	192 000	8 %
Ressources ordinaires	306 331	668 494	–	399 637	490 923	(19 %)	294 450	189 266	56 %	1 000 418	1 348 683	(26 %)
Divers	5 601 286	4 034 965	39 %	–	–		–	–		5 601 286	4 034 965	39 %
<b>Total partiel, placements</b>	<b>6 115 617</b>	<b>4 895 459</b>	<b>25 %</b>	<b>399 637</b>	<b>490 923</b>	<b>(19 %)</b>	<b>294 450</b>	<b>189 266</b>	<b>56 %</b>	<b>6 809 704</b>	<b>5 575 648</b>	<b>22 %</b>
<b>Total des liquidités, lettres de crédit et placements</b>	<b>6 966 439</b>	<b>6 015 002</b>		<b>489 251</b>	<b>571 596</b>	<b>(14 %)</b>	<b>301 644</b>	<b>194 225</b>	<b>55 %</b>	<b>7 757 334</b>	<b>6 780 823</b>	<b>14 %</b>
Avances des gouvernements et agents d'exécution	30 339	29 627	2 %	140 068	149 509	(6 %)	550	819	(33 %)	170 957	179 955	(5 %)
Sommes à recevoir et charges comptabilisées d'avance	339 628	186 553	82 %	4 328 456	3 849 152	12 %	16 356	6 467	153 %	4 684 440	4 042 172	16 %
Intérêts courus	45 204	46 288	(2 %)	32 097	46 867	(32 %)	1 230	2 298	(46 %)	78 531	95 453	(18 %)
Créances anciennes				260	350	(26 %)				260	350	(26 %)
Prêts aux gouvernements							2 695	–		2 695	–	
Avoirs spéciaux immobilisés				33 973	33 982		–	–		33 973	33 982	
Réserve au titre des bureaux et logements hors siège	1 570	1 570	–	806	806	–	–	–		2 376	2 376	–
<b>Total de l'actif</b>	<b>7 383 180</b>	<b>6 279 040</b>	<b>18 %</b>	<b>5 024 911</b>	<b>4 652 262</b>	<b>8 %</b>	<b>322 475</b>	<b>203 809</b>	<b>58 %</b>	<b>12 730 566</b>	<b>11 135 111</b>	<b>14 %</b>
<b>Passif</b>												
Avances à des gouvernements et agents d'exécution	529	1 748	(70 %)	22 101	33 016	(33 %)	849	849	–	23 479	35 613	(34 %)
Engagements non réglés	58 385	51 233	14 %	365 329	247 498	48 %	9 617	4 250	126 %	433 331	302 981	43 %
Sommes à payer	129 385	123 095	5 %	145 412	150 067	(3 %)	6 278	22 982	(73 %)	281 075	296 144	(5 %)
Sommes dues aux autres ressources	4 300 914	3 814 208	13 %	45 182	70 489	(36 %)	16 270	–		4 362 366	3 884 697	12 %
Autres éléments de passif	2 185 795	1 718 177	27 %	16 591	20 753	(20 %)	–	–	–	2 202 386	1 738 930	27 %
<b>Total du passif</b>	<b>6 675 008</b>	<b>5 708 461</b>	<b>17 %</b>	<b>594 615</b>	<b>521 823</b>	<b>14 %</b>	<b>33 014</b>	<b>28 081</b>	<b>18 %</b>	<b>7 302 637</b>	<b>6 258 365</b>	<b>17 %</b>
<b>Réserves et soldes des fonds</b>												
Réserve opérationnelle	208 000	192 000	8 %	103 000	96 000	7 %	37 300	36 700	2 %	348 300	324 700	7 %
Fonds de dotation	–	–		3 000	3 000	–	–	–		3 000	3 000	–
Réserve pour les bureaux et logements hors siège : montant autorisé	–	–		25 000	25 000	–	–	–		25 000	25 000	–
Ressources spéciales en capital	1 570	1 570	–	–	–		–	–		1 570	1 570	–
<b>Solde des ressources inutilisées et ressources spéciales en capital</b>	<b>498 602</b>	<b>377 009</b>	<b>32 %</b>	<b>4 299 296</b>	<b>4 006 439</b>	<b>7 %</b>	<b>252 161</b>	<b>139 028</b>	<b>81 %</b>	<b>5 050 059</b>	<b>4 522 476</b>	<b>12 %</b>
<b>Total des réserves et du solde des ressources inutilisées</b>	<b>7 383 180</b>	<b>6 279 040</b>	<b>18 %</b>	<b>5 024 911</b>	<b>4 652 262</b>	<b>8 %</b>	<b>322 475</b>	<b>203 809</b>	<b>58 %</b>	<b>12 730 566</b>	<b>11 135 111</b>	<b>14 %</b>

## Annexe 2

### Définitions

*Recettes totales* : Somme des contributions (nettes, après transfert au budget d'appui biennal), des intérêts créditeurs et des autres recettes (nettes).

*Contributions* : Ressources confiées au PNUD par les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et d'autres entités. Les contributions sont utilisées pour couvrir le coût des activités au titre des programmes ainsi que l'appui aux programmes, la gestion et l'administration des programmes et l'appui aux activités opérationnelles de l'Organisation des Nations Unies, notamment les coûts associés à l'administration des contributions reçues à des fins spéciales.

*Autres recettes* : Contribution du Département des services d'appui (Secrétariat) inscrite au budget du Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les questions de sécurité et destinée aux bureaux des services de sécurité sur le terrain; recettes provenant des services d'appui et services communs; recettes provenant des activités d'achat; recettes accessoires; et gains de change.

*Dépenses globales du PNUD* : Somme des dépenses afférentes aux programmes, des coûts d'appui au programme, des dépenses d'appui au réseau des coordonnateurs résidents et des autres dépenses – services d'appui au développement, Programme de déploiement d'économistes, budget d'appui biennal (net) et frais généraux de fonctionnement.

*Ressources ordinaires* : Ressources du PNUD qui sont amalgamées et non liées. Elles comprennent les contributions volontaires, les contributions de sources gouvernementales, intergouvernementales et non gouvernementales, les intérêts perçus sur ces contributions et les recettes diverses.

*Autres ressources* : Ressources du PNUD autres que les ressources ordinaires, reçues pour un usage déterminé au titre des programmes, conformément aux politiques, objectifs et activités du PNUD, et pour la fourniture à des tiers de services de gestion et d'autres services d'appui. Relèvent de cette catégorie les recettes correspondant à la participation aux coûts et les contributions aux fonds d'affectation spéciale constitués par l'Administrateur. Sur le plan comptable, les fonds provenant de donateurs bilatéraux, de sources multilatérales et diverses (autres que bilatérales) et de sources locales, et les fonds servant à financer les programmes communs et les services d'appui à d'autres organismes des Nations Unies, le Programme des Volontaires des Nations Unies, les accords de services de gestion, le programme des administrateurs auxiliaires et la réserve pour les locaux hors siège sont inclus dans la catégorie des autres ressources.

*Budget d'appui biennal* : Budget couvrant les dépenses d'appui au programme et les frais de gestion et d'administration de l'organisation.

*Fonds administrés par le PNUD* : Fonds établis par l'Assemblée générale et administrés par le PNUD.

*Donateurs bilatéraux* : Autres ressources reçues des 22 membres du Comité d'aide au développement de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques.

*Ressources provenant de sources multilatérales et diverses (autres que bilatérales) :* Autres ressources reçues des organisations multilatérales, notamment les banques de développement régionales, les institutions financières internationales et les organismes des Nations Unies, ainsi que du secteur privé.

*Ressources locales :* Autres ressources provenant des pays de programme.

*Contributions des gouvernements aux dépenses locales des bureaux extérieurs :* Contributions, sous forme de liquidités ou de biens, de services et d'installations, apportées par le gouvernement hôte pour couvrir les dépenses de fonctionnement d'un bureau de pays du PNUD.

*Programmation commune :* Effort collectif des organismes des Nations Unies et de leurs partenaires nationaux pour élaborer, exécuter, suivre et évaluer les activités visant à réaliser effectivement et efficacement les objectifs du Millénaire pour le développement et autres engagements internationaux pris lors de conférences, sommets ou conventions des Nations Unies ou en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme.

*Valeur réelle :* Application du taux de change trimestriel moyen de l'année précédente et du taux d'inflation standard à la valeur nominale.

*Taux d'inflation standard :* Taux d'inflation moyen pour les villes sièges du PNUD (estimé sur la base des paniers de référence des États-Unis, du Japon, du Danemark, de l'Allemagne, de la Suisse et de la Belgique) et pour les bureaux de pays pour les années 2005 et 2006.

*Avoirs :* a) *Encaisse et placements* – constituent l'essentiel des actifs liquides du PNUD; b) *Autres actifs, déduction faite du passif* – complètent les placements et s'ajoutent au solde des ressources inutilisées, et comprennent les avances aux agents d'exécution et aux autres organismes des Nations Unies.

*Engagements non réglés et autres sommes à payer :* Dépenses engagées mais non encore réglées.

*Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS) :* Normes comptables de haute qualité conçues par un organisme indépendant, qui sont considérées par les organisations du secteur public comme des instruments de référence. Mises au point pour les organisations à but non lucratif du secteur public, elles sont les seules normes comptables internationales applicables aux organismes du secteur public et aux autres organisations sans but lucratif. Elles imposent la méthode de la comptabilité d'exercice, ou comptabilité en droits constatés, que les organisations internationales considèrent comme une méthode optimale aussi bien pour le secteur public que pour le secteur privé. Les normes IPSAS contiennent des règles et recommandations détaillées.

---